

**Commission** : Conseil de l'UE sur l'Environnement

**Problématique** : "Blue new deal 2024": comment assurer la protection des cours d'eau et aquifères et couvrir les besoins en eau de l'UE et du continent européen ?

**Auteur** : Italie

Suite à la Seconde Guerre Mondiale, afin de stabiliser l'Europe et empêcher un nouveau conflit européen, l'Italie fut un des principaux acteurs aux côtés de la France, la République Fédérale d'Allemagne et les pays du Benelux dans la création d'une alliance européenne. Ainsi le 18 avril 1951 fut établie la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), qui deviendra en 1957 lors du traité de Rome la Communauté économique européenne (CEE), pour enfin suite au traité de Maastricht, devenir l'Union Européenne où l'Italie fut un membre fondateur. Depuis le 22 octobre 2022, l'Italie est sous l'égide du gouvernement Meloni dirigé par la présidente du Conseil des ministres Giorgia Meloni. Celui-ci prévoit une refonte des institutions politiques afin de limiter la corruption ainsi que de renforcer la stabilité politique du pays ainsi que de développer l'économie de la partie Sud de l'Italie. A cela s'ajoute une volonté d'affermir une collaboration avec les autres États membres comme avec le plan Mattei. Ainsi concernant les enjeux climatiques concernant la gestion de "L'or bleu", l'Italie compte sur une coopération européenne.

Pour l'Italie cette question a de nombreux enjeux, puisque l'Italie est le pays d'Europe qui en consomme le plus (160 mètres cubes par habitant par an), en effet l'eau est une ressource indispensable car elle joue un rôle polyvalent. En premier sa consommation vitale, où l'Italie est aussi la première consommatrice d'eau en bouteille (206 litres par habitant et par an), consommation indirecte dans les autres aliments tels que le secteur agricole (fruits, légumes, céréales, vins) ainsi que l'élevage nécessitant d'abreuver les animaux et les nourrir de produits agricoles, soit la majorité des besoins alimentaires dépendent de l'eau. On retrouve aussi le domaine industriel qui en est grandement dépendant avec 60% des entreprises utilisant de l'eau (agricole, énergie hydraulique, aquaculture, refroidissement de serveurs). L'eau est aussi précieuse dans la vie de tous les jours, notamment domestiquement où le citoyen italien consomme pour cet usage en moyenne 160 à 250 litres par an. Enfin les cours d'eau permettent le passage de marchandises et donc ainsi un meilleur commerce, l'Italie pays côtier, dispose donc d'un accès à la Mer (Méditerranée), aspect que l'on retrouve dans l'histoire du pays notamment avec la Sicile et Venise. Ainsi on constate donc que l'Italie, au sein de l'Europe est un pays pour lequel l'eau est indispensable.

Cependant maintenir ce rythme de consommation sur le long terme ne semble pas être une option envisageable. Bien que en Europe il y ait encore des ressources en eau douce assez importantes, différents organismes tels que l'Agence Européenne pour l'Environnement (AEE), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), considèrent qu'environ un tiers du territoire de l'UE est exposé à un stress hydrique. Le stress hydrique est un phénomène de pénurie qui apparaît lorsque la consommation en eau douce excède les ressources en eau douce. En effet suite à différents phénomènes tel que la croissance démographique, la pollution ou le réchauffement climatique cela a contribué à grandement accentué ce phénomène. Ainsi notre pays se retrouve avec plus des trois quarts du territoire (Sicile comprise) affecté lourdement par ce phénomène. En plus de cela, le réchauffement climatique entraîne de graves sécheresses comme celle de 2022 où la région du Po ou la production annuelle de riz a chuté de 30% (26 000 hectares), le Po avait perdu environ 2 mètres. Cela a aussi causé des difficultés dans le transport des marchandises par le Po. Un autre événement similaire a pris place au niveau du Lac Majeur qui a entraîné où le lac a diminué et s'est réchauffé causant ainsi de lourdes pertes agricoles (les produits cultivés sont aussi de moins bonne qualité) ainsi qu'un effondrement de la pêche locales (les pêcheurs sont passés de 20 tonnes par jour à 9 tonnes par jour). Finalement en plus de potentielles pénuries alimentaires, ces événements menacent aussi les métiers concernés risquant d'augmenter le taux de chômage.

Ainsi suite au Green deal (rassemblement des pays de l'UE afin d'instaurer des mesures pour réduire les émissions de carbone) et les événements récents, il devient essentiel d'agir activement pour créer une gestion de l'eau douce et une protection durable des cours d'eau et des écosystèmes marins. C'est ainsi que fut mis en place le Blue New Deal 2024 qui a pour objectif de se concentrer sur les défis environnementaux et économiques concernant les mers et les océans ainsi qu'une gestion durable des ressources en eau. Son but premier est de promouvoir ses défis environnementaux ainsi que d'y trouver des solutions notamment en luttant contre les activités humaines néfastes et y trouver des alternatives, comme par exemple une meilleure réutilisation des eaux usées dans le domaine industriel (l'Italie ne recycle que 14% des eaux usées). Il y est aussi question création d'emplois dans le domaine maritime ainsi que des moyens de pêche durables. On retrouve aussi des moyens de limiter la pollution notamment celles des engrais (l'Italie est un des pays qui utilise le plus des engrais à bases de phosphates qui sont nocifs pour l'écosystème). L'objectif du Blue New Deal 2024 est aussi d'apporter une aide au pays en cours de développement, ainsi toute solution mise en place en Europe pourra ensuite être utilisée pour soutenir ces pays, soit ici une volonté de moyens durables à l'international.

Pour conclure, l'Italie est un pays qui a une grande consommation de l'eau en Europe et est d'ailleurs l'une qui consomme ses réserves d'eaux douces le plus rapidement. En prime, le réchauffement climatique touche de plus en plus dur le pays. Afin d'instaurer des bases durables, il semble qu'une collaboration durable entre pays Européens soit nécessaire afin de pouvoir trouver des solutions et avancer vers un avenir durable notamment par le biais du New Blue Deal 2024.